



Permis d'environnement

COMMUNE DE CERFONTAINE

Séance du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14.02.2005

Président : *BODJ M. Bourgmestre*

Membres avec voix délibératives : *CHABOTTAUX A., MEUNIER J., BOMBLÉD C.*

Secrétaire : *GROVER P*

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Vu la demande introduite en date du 26 novembre 2004 par laquelle LIMAIR INDUSTRY SPRL, ci-après dénommé(e) l'exploitant, sollicite un permis d'environnement pour :
Demande de permis pour l'exploitation, la réparation et la construction d'avions légers,

50 Route des Lacs à 5630 CERFONTAINE ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne ;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution ;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables ;

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE



Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (*Moniteur belge* du 15 mai 2003)

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge* du 11 mars 2003)

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la pétrochimie (*Moniteur belge* du 11 mars 2003)

Vu les autorisations en cours de validité, délivrées par :

le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 09 décembre 2002 pour permis d'exploiter

le Ministre en date du 20 septembre 2003 pour un terme expirant le 20 septembre 2023 pour permis exploiter

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'avis, reçu par le fonctionnaire technique en date du 09 décembre 2004, de la DGRNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21 décembre 2004 au 05 janvier 2005 sur le territoire de la commune de CERFONTAINE, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ou observation ;

Vu la synthèse des objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique réalisée sur le territoire de la commune de CERFONTAINE et concernant les thèmes suivants :

aucune observation ou réclamation

Vu l'avis favorable de DGATLP-SE-DIRECTION DE NAMUR-AMÉNAGEMENT ET URBANISME, envoyé le 12 janvier 2005, rédigé comme suit :

"Implantation de l'établissement :

- au plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN (C.E.M. n°57/3), il est repris en zone agricole (art. 35 du C.W.A.T.U.P.).

Considérant :

- qu'un permis d'urbanisme délivré à la Direction générale des voies hydrauliques du Ministère de l'Équipement et des Transports pour l'exécution des niveaux techniques nécessaires à la modernisation et l'extension de l'aérodrome de CERFONTAINE par le Ministère le 27/11/1998 ;

- que ledit permis a été délivré sur base de l'article 110 du C.W.A.T.U.P. considérant qu'il s'agit d'équipement communautaire au sens de l'article précité et que la construction des bâtiments techniques en zone agricole résulte d'impératifs techniques liés à la sécurité et au fonctionnement de l'aérodrome et qu'ils s'intègrent au site.

AVIS : En ce qui concerne l'aménagement du territoire et l'urbanisme, l'exploitation de l'établissement en cause fait l'objet d'un avis favorable.

Vu l'avis favorable sous conditions de SERVICE RÉGIONAL D'INTERVENTION, envoyé le 12 janvier 2005, rédigé comme suit :

"Suite à la demande du 13.12.2004 nous transmise en date du 15.12.2004 concernant le maintien de l'activité aéronautique sur la parcelle section C n°31D à CERFONTAINE, route des Lacs 50, propriété de la SPRL LIMAIR INDUSTRY sise route des Lacs 50 à CERFONTAINE, à représentée par Monsieur CRETS Robert, Vu le rapport de prévention incendie n° 98022 du 27.06.2001 et les attestations de sécurité accordées pour l'aérogare et les hangars ;

Vu le Décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'art. 52 du R.G.P.T. et sans préjudice à cet article ;

Vu l'article 0.2. de l'A.R. du 17/12/1997 (M.B. du 30/12/1997) ;

Vu l'étude relative à l'évaluation préalable des incidences d'un projet sur l'environnement ;

A la condition de respecter la destination du bâtiment comme "aérodrome" dans les conditions établies dans nos rapports précédents, nous émettons actuellement un avis

favorable sur ce projet.

Vu le rapport de synthèse du fonctionnaire technique - Réf. Division de la Prévention et des Autorisations : D3100/93010/RGPED/2004/6/CP - PE - transmis en date du 18 août 2004 à notre Collège des Bourgmestre et Echevins et reçu en date du [09.02.05] ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 26 novembre 2004, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique par envoi postal du 29 novembre 2004 et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du 30 novembre 2004 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 14 décembre 2004 par courrier du fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que la transformation et l'extension envisagées entraînent l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à :

Demande de permis pour l'exploitation, la réparation et la construction d'avions légers.

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 24.17.02.01, Classe 2

Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression, lorsque la capacité installée de production est inférieure ou égale à 100 T/jour

N° 40.20.03.01.01, Classe 3

Autres traitements physiques des gaz, lorsque la puissance installée est, pour l'air et les gaz inertes, égale ou supérieure à 20 kW et inférieure à 200 kW

N° 40.30.04.01, Classe 3

Installation de chauffage de bâtiment qui comporte au moins une chaudière ou un générateur à air pulsé alimenté en combustible solide, liquide en ce compris le gaz de pétrole liquéfié injecté à l'état liquide, ou en combustible gazeux, d'une puissance calorifique supérieure ou égale à 100 kW et inférieure à 2 MW

N° 50.20.02, Classe 2

Cabine de peinture

N° 63.12.08.01.02, Classe 2

Dépôts de gaz comprimés, liquéfiés ou maintenus dessous non visés explicitement par une autre rubrique - réservoirs fixes d'air comprimé lorsque la capacité nominale est supérieure ou égale à 500 litres

N° 63.12.09.01.01, Classe 3

Dépôts de liquides inflammables et combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont la pression de vapeur à 35 °C est supérieure à 100 000 pascals (catégorie A - liquides extrêmement inflammables) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 50 l et inférieure à 500 l

N° 63.12.09.03.01, Classe 3

Dépôts de liquides inflammables et combustibles, à l'exclusion des hydrocarbures stockés dans le cadre des activités visées à la rubrique 50.50, dont le point d'éclair est supérieur à 55 °C et inférieur ou égal à 100 °C (catégorie C) et dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3 000 l et inférieure à 25 000 l

Considérant que l'enquête publique n'a donné lieu à aucune observation ou réclamation ;

Vu que l'ensemble des avis est favorable moyennant le respect de certaines conditions particulières ;

Considérant que l'ensemble des conditions d'exploitation proposées est de nature à limiter l'impact environnemental du projet ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation sont

suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques ;

A R R E T E

Article 1. L'exploitation de l'établissement décrit ci-après et établi conformément au(x) plan(s) annexé(s) est **autorisée** moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Article 2. § 1^{er}. L'objet de l'autorisation consiste à

Demande de permis pour l'exploitation, la réparation et la construction d'avions légers.

§ 2. L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

1. B001 : atelier technique + réfectoire + dépôt d'huile + bureaux

2. B002 : atelier de construction composite + chauffage + stockage des matières premières

3. B003 : mise en peinture + dépôt de peinture + chaufferie

1. I001 : cabine peinture + préparation, 50.7 kW

2. I002 : compresseur à air (2), 45 kW

3. I003 : chaudières (3), 1104 kW

4. I004 : atelier des composites, 35 kg/j

5. I005 : four pour composite (3), 15 kW

6. I006 : pompes à vides (3), 5 kW

1. D001 : mazout 12000 l

2. D002 : liquide irritant/inflammable 150 l

3. D003 : liquide irritant/toxique/corrosif 81 l

4. D004 : peinture non solvant 75 l

5. D005 : matières premières composite 50 kg

6. D006 : réservoirs air comprimé 900 l

7. D007 : déchets dangereux 250 kg

8. D008 : déchets industriel banal 150 kg

Article 3. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

Les dispositions de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1^{er} octobre 2002).

Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la pétrochimie (*Moniteur belge* du 11 mars 2003)

Arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative aux dépôts d'hydrocarbures liquides (*Moniteur belge* du 11 mars 2003)

Arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé (*Moniteur belge* du 15 mai 2003)

Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service (*Moniteur belge* du 29 octobre 2003)

Article 4. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes : voir annexe

Article 5. Le présent permis est accordé pour un terme de 20 ans .

Article 6. Le présent permis est exécutoire selon les dispositions de l'article 46 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Article 7. Le délai de mise en œuvre du présent arrêté est fixé à deux ans à partir du lendemain du jour où le présent arrêté devient exécutoire.

Article 8. Le présent permis est frappé de caducité s'il n'est pas mis en œuvre avant l'expiration du délai fixé à l'article précédent ou lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

Article 9. L'exploitant est tenu :

1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconforts de l'établissement ;

2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents

compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, §1^{er}, 3^{ième}, 4^{ième} et 5^{ième}, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;

5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organismes de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;

6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;

7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;

8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 10. L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

Article 11. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

Article 12. Un recours auprès du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, ainsi qu'au fonctionnaire technique.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours (Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR) dans un délai de vingt jours ;

1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur et le fonctionnaire technique ;



2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les personnes non visées au 1°. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière, ou jusqu'au trentième jour en cas de permis unique.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée, sauf s'il est introduit par le fonctionnaire technique.

Le recours est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif aux permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité.

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

Article 13. Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

Article 14. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- LIMAIR INDUSTRY SPRL, Route des Lacs n° 50 à 5630 CERFONTAINE

- au fonctionnaire technique du Ministère de la Région wallonne - -

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- DGATLP-SE-DIRECTION DE NAMUR-AMÉNAGEMENT ET URBANISME, Place Léopold n° 3 à 5000 NAMUR ;

- SERVICE RÉGIONAL D'INTERVENTION COUVIN, Tienné de Boussu n° 1 à 5660 COUVIN ;

- à la DGRNE-DPE Services extérieurs-Direction de Namur, Rue Nanon n° 98 à 5000 NAMUR ;


Fait à CERFONTAINE, le 14.02.2005

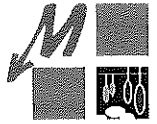
Signatures

Pour le Collège,

Le Secrétaire communal *GRUYER P.*

Le Bourgmestre *BOUYS M.*





ATELIERS AVEC LOCAL DE PEINTURE

CHAPITRE Ier. — CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. Les présentes conditions d'exploitation sont applicables aux ateliers où l'on procède à l'application de peintures ou enduits par des procédés pneumatiques ou non, à l'aide du pistolet.

CHAPITRE II. — DEFINITIONS

Article 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

2.1. Fonctionnaire chargé de la surveillance : le fonctionnaire ou l'agent de l'administration compétent pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement suivant l'arrêté du 23 décembre 1992.

2.2. Fonctionnaire technique : le fonctionnaire ou l'agent technique de l'administration, désigné par l'Administrateur général du Ministère de la Région wallonne ou, à défaut, par le Directeur général de l'administration, compétent pour donner un avis sur toute demande d'autorisation d'exploiter.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS GENERALES

Article 3. L'application de peintures ou d'enduits est effectuée dans un local spécial, uniquement réservé à cet usage.

Le sol de ce local est uni et imperméable. Il est maintenu en bon état de propreté.

Article 4. Les vapeurs et buées qui se forment lors de la pulvérisation sont captées à leur source même, évacuées, condensées, absorbées ou détruites, de manière qu'elles ne puissent :

a) séjourner dans le local ou se répandre dans les locaux contigus;

b) incommoder les personnes qui y sont occupées ou le voisinage;

c) s'enflammer accidentellement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du local de pulvérisation.

Article 5. Les conduites et tuyaux d'évacuation des émanations sont installés de manière à permettre un enlèvement facile des dépôts qui s'y forment.

Ils sont régulièrement nettoyés par des procédés présentant toutes les garanties de sécurité. Il est interdit de les nettoyer à la flamme ou par tout autre procédé susceptible de produire des étincelles lorsque des matières inflammables sont utilisées dans l'installation de pulvérisation.

Toutes les parties métalliques sont mises à la terre.

Article 6. Les locaux de pulvérisation et les installations d'évacuation des émanations ne comportent aucun espace mort dans lequel des mélanges explosifs ou des dépôts pourraient se constituer.

Article 7. S'il est fait usage, pour la pulvérisation, de produits inflammables :

- a) le local de pulvérisation est construit en matériaux incombustibles;
- b) les portes du local de pulvérisation s'ouvrent vers l'extérieur. Les passages sont maintenus libres de tout encombrement;
- c) les installations électriques répondent aux prescriptions ci-après :

⇒ les canalisations sont posées sur toute leur longueur, pendant compris, sous tube d'acier avec raccords vissés. Toutefois, tout autre système de montage est autorisé s'il présente des qualités équivalentes d'herméticité et de résistance mécanique.

⇒ la présence à l'intérieur du local de fusibles, interrupteurs, rhéostats, démarreurs, n'est autorisée que si ces appareils sont hermétiques;

⇒ l'éclairage artificiel est réalisé uniquement au moyen de lampes électriques à incandescence ou à fluorescence. Ces lampes et leurs douilles sont disposées dans des appareils hermétiques;

⇒ les moteurs entièrement fermés et les moteurs ventilés avec prise et refoulement de l'air à l'extérieur du local sont seuls admis;

⇒ à l'extérieur du local un interrupteur multipolaire doit permettre d'isoler complètement l'installation. La basse tension est seule admise. Les moteurs électriques sont mis à la terre.

d) le chauffage du local ne peut se faire qu'à l'aide d'appareils dont la construction, l'emplacement et l'usage donnent des garanties suffisantes pour prévenir tout danger d'incendie et d'explosion;

e) des seaux remplis de sable ou des appareils extincteurs en bon état sont placés dans le local à proximité des postes de travail et des portes de sortie.

Article 8. Dans les locaux où se fait la pulvérisation à l'aide de produits inflammables, il est interdit :

- a) de conserver des stocks de matières à pulvériser excédant les besoins d'une demi-journée de travail;
- b) de procéder à des travaux exigeant l'emploi d'un dispositif à feu libre ou pouvant provoquer des étincelles.

Article 9. Des signaux de sécurité interdisant d'utiliser une flamme nue et de fumer, conformes aux prescriptions de l'article 54 *quinquies* du Règlement général pour la protection du travail et de ses annexes, sont apposés tant sur la face extérieure des portes qu'à l'intérieur des locaux.

CHAPITRE IV. — IMPLANTATION

Article 10. § 1er. Sans préjudice des dispositions des articles 3 à 9 des présentes conditions d'exploitation, l'orifice d'évacuation des vapeurs et buées qui se forment lors de la pulvérisation de peinture ou d'enduit doit dépasser d'un mètre au minimum l'arête la plus élevée de toutes les toitures d'immeubles situées dans un rayon de 20 mètres — mesure

horizontalement — autour de l'orifice d'évacuation et être équipé d'un dispositif statique destiné à augmenter la vitesse d'éjection des gaz (VENTURI) de manière à garantir une bonne dispersion des polluants résiduels.

L'évacuation se fait de manière qu'il n'en résulte aucun inconfort, notamment sonore, pour les riverains.

La résistance au vent du conduit d'évacuation est assurée et est conforme à la norme en vigueur en la matière.

§ 2. Dans le cas où l'orifice d'évacuation débouche à une distance, mesurée horizontalement, inférieure à 20 m de toute habitation, le mode de filtration à l'aide de charbon actif est imposé.

Article 11. Les vapeurs et les émanations aspirées à la source à l'aide d'un dispositif mécanique et filtrées à l'aide d'un rideau d'eau, de filtres secs, d'une installation utilisant le charbon actif ou de toute autre installation d'épuration efficace doivent être évacuées à l'atmosphère par une cheminée telle que définie à l'article 10.

Article 12. La vitesse de l'air provenant du traitement pneumatique ne peut être inférieure à 0,5 m/sec.

Article 13. Les traitements préalables tels que le nettoyage chimique, le décapage, le ravalement, le brossage, le ponçage, etc. doivent être effectués dans une zone de préparation, en dehors du local de peinture.

CHAPITRE VI. — REJETS ATMOSPHERIQUES

Section 1ère. — Zone de pistolage/séchage

Article 14. Les émissions dans les gaz rejetés à l'atmosphère ne dépassent pas les limites suivantes :

- ⇒ 50 mg/Nm³ pour les poussières;
- ⇒ 50 mg/Nm³ pour les matières organiques exprimées en carbone total.

Section 2. — Conditions de mesure

Article 15. Les valeurs limites des rejets se rapportent au volume des effluents gazeux dans les conditions normales, à savoir : température de 273 K (0°C); pression de 101,3 kPa; gaz sec.

CHAPITRE VII. — ENTRETIEN ET CONDUITE DE L'INSTALLATION

Article 16. § 1er. Le sol, les ateliers et les appareils doivent être nettoyés régulièrement et soigneusement. Les eaux résiduaires provenant de ces nettoyages doivent être captées et évacuées, si besoin est, vers une installation d'épuration des eaux usées.

§ 2. Afin de ne pas diminuer leur efficacité, les installations de filtration sont tenues, en toutes circonstances, en bon état de fonctionnement. Si nécessaire elles sont nettoyées ou remplacées.

§ 3. L'exploitant prend les mesures pour exécuter ou faire exécuter les réparations nécessaires en cas de défaillance de l'installation de filtration et d'évacuation à l'air libre des effluents gazeux.

§ 4. L'installation de filtration et d'évacuation des effluents gazeux est contrôlée et entretenue au moins une fois par an par une société spécialisée.

Article 17. Dès que la charge filtrante est saturée, elle doit être immédiatement remplacée par une charge de même nature et de même efficacité. Le fonctionnement de la cabine de peinture sans le système de filtration prescrit est strictement interdit.

L'exploitant est tenu de garder et de tenir à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les preuves d'achat (factures) des charges filtrantes.

CHAPITRE VIII. — REGISTRE

Article 18. L'exploitant doit tenir à jour deux registres foliotés dont les pages ne peuvent être arrachées et dont les ratures éventuelles doivent rester lisibles.

Section 1ère. — Solvants et déchets

Article 19. Le registre relatif aux solvants et aux déchets doit reprendre les informations suivantes :

a) en première page :

- ⇒ le nom et l'adresse du siège d'exploitation;
- ⇒ le nom et l'adresse de la personne responsable;

b) pages suivantes :

DATE	COMMANDE DE SOLVANT OU ELIMINATION DE DECHETS	FOURNISSEUR OU ACQUEREUR	NATURE ET QUANTITES
------	---	--------------------------	---------------------

CHAPITRE IX. — STOCKAGE DES PEINTURES ET SOLVANTS

Article 20 § 1er. Les produits nocifs et/ou inflammables doivent être stockés dans un local particulier réservé à cet usage. Il est entièrement construit en matériaux incombustibles, avec une aire en forme de cuvette pouvant contenir, en cas d'épanchement, la totalité des liquides entreposés et/ou manipulés.

§ 2. La porte de ce local doit s'ouvrir vers l'extérieur et doit être sollicitée à la fermeture. Ce local doit disposer d'un éclairage antidéflagrant et d'une ventilation haute et basse installés de manière à ne pas diminuer la résistance au feu.

§ 3. Toutes les manipulations et préparations des peintures et solvants doivent avoir lieu dans ce local.

CHAPITRE X. — CONTROLE

Article 21. Lorsque le fonctionnaire chargé de la surveillance le juge opportun, l'exploitant est tenu de faire procéder à une mesure du débit de la ventilation du local de peinture et à une mesure de la concentration en solvants et poussières dans les gaz rejetés.

Ces analyses peuvent être demandées deux fois par an maximum au frais de l'exploitant. Il est entendu qu'en cas de problème, la deuxième analyse est destinée à la vérification de l'efficacité des mesures de réduction des émissions prises par l'exploitant.

1. Les prescriptions suivantes concernent les liquides dangereux, c'est-à-dire les substances et préparations qui sont liquides à la pression atmosphérique et jusqu'à une température de 40°C et qui possèdent un ou plusieurs des caractères définis à l'article 723 bis du règlement général pour la protection du travail.
2. Les liquides dangereux sont entreposés et manipulés de manière à ce qu'ils ne puissent entraîner ni danger, ni inconvénient, ni insalubrité pour les voisins, ou provoquer une pollution quelconque de l'environnement.
3. Ils sont contenus dans des récipients appropriés, conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides qu'ils contiennent et d'une résistance mécanique et chimique suffisante; il en va de même pour les canalisations, vannes, pompes et autres accessoires.
4. Ces récipients sont déposés sur une surface étanche, garantissant leur stabilité.
5. Le nom des substances véhiculées figure visiblement, à titre de rappel, sur les canalisations circulant dans l'établissement si celles-ci ne sont pas protégées contre une rupture accidentelle par des garants.

DEPOTS DE LIQUIDES DANGEREUX EN FUTS ET BIDONS.

Article 25. Les échantillonnages et les analyses sont conduits selon des méthodes normalisées reconnues (NBN, ASTM, VDI, EPA) pour autant que celles-ci existent. Dans le cas contraire, la méthode est déterminée en accord avec le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Article 24. Tous les rapports, avec les résultats des mesures, sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Article 23. Ces mesures sont exécutées par un laboratoire ou un organisme agréé selon les dispositions de la loi du 25 décembre 1964 relative à la pollution atmosphérique.

Ces ouvertures sont situées dans une zone non perturbée des cheminées ou des conduits, à une distance de la dernière perturbation (sortie du foyer, coude, etc.) au moins égale à quatre fois le diamètre de la cheminée ou du conduit considéré.

Article 22. En vue de rendre possible le prélèvement de fumées ou de gaz, des orifices sont aménagés en des endroits facilement accessibles dans les parois des cheminées ou autres conduits assurant l'évacuation des fumées ou des gaz.

Il en va de même aux bouches d'approvisionnement individuellement de façon à éviter les manipulations erronées.

6. Les dépôts de produits chimiques pouvant réagir entre eux sont organisés de telle sorte que les vapeurs, gaz ou épanchements de ces substances ne puissent entrer en réaction. Ils sont éventuellement placés dans des locaux séparés.

7. Le dépôt est aménagé de manière à prévenir les débordements et renversements des liquides lors de manutentions ou de manœuvres effectuées dans ou à proximité de celui-ci.

8. Une surveillance régulière du dépôt est organisée de manière à déceler sans retard toute fuite aux réipients stockés.

9. En cas d'écoulement accidentel, les mesures sont prises pour l'arrêter immédiatement et pour réduire ou neutraliser le liquide répandu. Celui-ci ne peut, en aucun cas, être déversé directement dans un égout public ou un cours d'eau quelconque.

10. Le local exclusivement destiné à recevoir les liquides dangereux et les pompes doit être ventilé et aménagé en forme de cuvettes individuelles propres à chaque dépôt. Ces dernières sont recouvertes de produits résistant aux substances entreposées et ont une capacité suffisante pour contenir les volumes stockés.

11. Une porte fermant à clé, s'ouvrant vers l'extérieur et portant les pictogrammes réglementaires, interdit l'accès aux personnes étrangères à l'établissement

12. Les transvasements de liquides dangereux ne sont autorisés qu'au moyen de dispositifs qui garantissent la sécurité comme, par exemple, des flexibles à raccords vissés aux deux extrémités, des pompes aspirantes à main, etc. La manipulation de réipients ouverts doit, autant que possible, être évitée.

13. Les opérations mettant en œuvre les liquides dangereux ne sont confiées qu'à des opérateurs suffisamment compétents et dûment avertis du danger inhérent à ces liquides.

14. Des instructions précises écrites indiquant les mesures à prendre en cas d'accidents ou d'incidents sont communiquées aux opérateurs concernés.